CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.966
26 août 2004

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA NEUF CENT SOIXANTE-SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 26 août 2004, à 10 h 15

Président: M. MYA THAN (Myanmar)

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je déclare ouverte la 966^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Avant tout, je tiens à dire à quel point nous sommes choqués et tristes après les accidents presque simultanés de deux avions qui se sont produits mercredi en Fédération de Russie et qui ont fait 89 morts, passagers et membres d'équipage. Au nom de toutes les délégations présentes à la Conférence du désarmement, j'adresse nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes et au Gouvernement de la Fédération de Russie.

Nous nous plaisons à souligner la nécessité d'avoir des débats structurés dans le cadre de séances plénières structurées. Je suis heureux de vous informer que ce sera le cas ce matin. Tous les orateurs inscrits sur la liste s'exprimeront au sujet de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. La séance de ce matin sera donc consacrée à ce point.

Les orateurs suivants sont inscrits sur la liste d'aujourd'hui: l'Ambassadeur de la Fédération de Russie, M. Leonid Skotnikov, l'Ambassadeur de Chine, M. Hu, l'Ambassadeur du Canada, M. Meyer, le représentant de la France, M. Despax et la représentante de la Suède, M^{me} Thunborg.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de la Fédération de Russie, M. Skotnikov.

M. SKOTNIKOV (Fédération de Russie) (traduit du russe): Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Nous sommes convaincus que, sous votre direction, la Conférence du désarmement saura parcourir avec succès la dernière ligne droite de sa session de 2004. Je voudrais également remercier tous ceux qui ont présidé les travaux de la Conférence durant cette année. J'ai été particulièrement sensible aux condoléances que vous avez exprimées à la suite des événements tragiques que vient de connaître la Fédération de Russie. Je ferai part de vos paroles de sympathie au Gouvernement de la Fédération de Russie, afin qu'il puisse, à son tour, les transmettre aux proches des victimes de ces deux catastrophes. Je vous suis profondément reconnaissant pour vos condoléances.

La question de la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et, partant de la prévention d'une course aux armements dans ce milieu, constitue, aux yeux de la Fédération de Russie, une priorité évidente parmi les points de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. La place de l'espace extra-atmosphérique dans la vie de l'humanité et plus particulièrement dans son progrès grandit rapidement. Nous dépendons toujours plus des technologies de l'espace. Même aujourd'hui, il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences dramatiques qu'une perturbation du fonctionnement des engins spatiaux pourrait avoir sur notre quotidien, sans parler de la possibilité de combats dans l'espace. Aujourd'hui, 130 États sont, à des degrés divers, impliqués dans des activités liées à l'espace, qu'ils mènent leurs propres programmes ou mettent au point des programmes permettant l'utilisation de l'information provenant d'objets spatiaux, notamment pour assurer leur défense.

D'une part, l'utilisation de l'espace est un des principaux moyens de résoudre les problèmes du monde dans des domaines tels que l'énergie, l'information, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la protection de l'environnement et la gestion des catastrophes naturelles. D'autre part, si la situation devait mal tourner, l'espace pourrait bien devenir le théâtre d'un nouvel affrontement militaire et susciter des menaces nouvelles pour tous.

(M. Skotnikov, Fédération de Russie)

Aujourd'hui, les systèmes spatiaux sont toujours plus employés à des fins militaires. La notion d'activités militaires dans l'espace a déjà évolué dans la pratique internationale. La Fédération de Russie considère que cette notion englobe toute activité liée à l'utilisation directe de l'espace à des fins militaires. Nous parlons naturellement d'activités menées dans le respect du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, et dans le but de maintenir la paix et la sécurité internationales. Dans le cadre de telles activités, la Fédération de Russie a mis au point et utilise aussi bien des engins spatiaux que des stations orbitales, qui nous permettent de mener à bien des tâches telles que la détection de lancements de missiles balistiques, la reconnaissance visuelle et électronique, le relais des communications mondiales et de l'information et l'aide à la navigation, à la géodésie et aux prévisions météorologiques. En fonctionnement normal, les divers systèmes militaires déployés dans l'espace contribuent au maintien de la stabilité stratégique et de la sécurité internationale en créant pour les activités militaires un régime plus transparent et plus prévisible et en facilitant la surveillance du respect des traités de limitation des armements.

Pourtant, bien que ces systèmes spatiaux servent à des activités militaires, ils ne sont pas des armes, car ils ne sont pas conçus pour frapper un adversaire dans le contexte de conflits armés et n'engendrent aucune menace d'attaque dans l'espace ou à partir de l'espace. En règle générale, ces systèmes ne sont pas utilisés exclusivement à des fins militaires, mais aussi à des fins civiles. Ainsi, les systèmes russes de reconnaissance photoélectronique et optoélectronique sont également utilisés pour la surveillance des accidents industriels et des catastrophes naturelles, ainsi que l'élaboration de recommandations sur la façon de gérer les mesures à prendre afin d'éliminer les séquelles de ces événements. Les équipements basés dans l'espace qui sont conçus pour détecter les lancements de missiles balistiques sont aussi utilisés pour détecter les incendies de forêt dans les zones faiblement peuplées de Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. Un système spatial d'aide à la navigation est également utilisé pour assurer la sécurité du fonctionnement des divers moyens de transport et faciliter les opérations de recherche et de secours. Dans le même temps, selon leur destination d'origine, les systèmes militaires spatiaux peuvent avoir sur la stabilité stratégique et sur la sécurité internationale des effets tant favorables que défavorables. Les systèmes spatiaux conçus pour faciliter l'accès à l'information sans causer de dommages à d'autres objets ne nous apparaissent pas comme une menace pour la sécurité internationale. Toutefois, on ne peut pas en dire autant des systèmes spatiaux qui sont d'emblée destinés à frapper directement divers objectifs ou à perturber leur fonctionnement normal, et qui peuvent être qualifiés d'«armes spatiales».

En règle générale, l'expression «arme spatiale» s'entend de systèmes ou de dispositifs basés sur des principes physiques quelconques, qui sont mis sur orbite autour de la Terre ou implantés dans l'espace par quelque autre moyen, et qui sont conçus ou transformés pour détruire ou endommager d'autres objets spatiaux, des objectifs situés à la surface de la terre ou dans l'atmosphère, ou pour perturber leur fonctionnement normal. Les armes spatiales sont conçues pour avoir un impact direct sur les actifs d'un adversaire et peuvent être, par leur nature, des armes de destruction massive ou des armes classiques, y compris celles qui sont basées sur des principes physiques nouveaux. Le déploiement d'armes dans l'espace serait préjudiciable au régime établi par les accords de limitation des armements, principalement les accords relatifs aux armes nucléaires et aux missiles, et déclencherait une nouvelle spirale dans la course

(M. Skotnikov, Fédération de Russie)

aux armements. Faire de l'espace le théâtre éventuel d'affrontements militaires comporterait des menaces sérieuses pour la stabilité stratégique et la sécurité internationale. Le déploiement d'armes dans l'espace aurait des conséquences majeures sur l'équilibre militaire et stratégique, car il donnerait l'impression qu'il deviendrait possible à un État de frapper le premier en toute impunité et décuplerait l'effet de surprise potentiel. Ces armes seraient donc, par essence, un facteur de déstabilisation, qu'elles soient considérées comme étant des armes offensives ou défensives.

S'il en était mis au point, les armes spatiales constitueraient en réalité des armes stratégiques d'un type nouveau. Elles confèreraient à leurs possesseurs un avantage stratégique considérable, qui donnerait inévitablement lieu à des contre-mesures de la part d'autres États soucieux de leur propre sécurité. Ces mesures – qu'elles soient symétriques ou asymétriques, terrestres ou spatiales – risqueraient de réduire à néant tous les efforts de désarmement entrepris dans les domaines du nucléaire, des missiles et d'autres encore, de relancer durablement la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs et d'ouvrir la voie à de nouvelles formes de terrorisme qui, pour l'heure, ne sont présentes que dans notre imagination.

Le déploiement d'armes dans l'espace exacerberait les risques liés à la brièveté du délai dont disposeraient ceux qui ont à décider de leur utilisation dans un cadre militaire. Dans ce contexte, les risques de décisions erronées sont multipliés, de même que le risque de voir la situation échapper à tout contrôle par suite d'un dérèglement ou d'une défaillance. Outre les systèmes de défense antimissile, les armes spatiales seraient aussi capables de détruire des engins spatiaux, parallèlement et avec une efficacité beaucoup plus grande. Un État en possession d'armes spatiales aurait toute liberté de détruire les systèmes spatiaux d'une autre partie qu'il considérerait comme ennemie et de lui infliger des dommages technologiques substantiels, voire irréparables. Même le simple fait d'influer sur le fonctionnement de satellites appartenant à un autre État, particulièrement en période de crise, pourrait être perçu comme une attaque armée, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer. Les dommages ne se limiteraient pas à la partie militaire d'un dispositif spatial. Les équipements spatiaux étant utilisés indissociablement par des militaires et par des civils, ainsi que par de nombreux États et organisations internationales dans le cadre de programmes spécifiques tels que la météorologie et la navigation, le fait d'endommager ces systèmes ou de perturber leur fonctionnement pourrait bien avoir des répercussions à l'échelle mondiale. Si on considère le volet militaire de l'utilisation des armes spatiales contre des objectifs terrestres ou aériens, il faut garder à l'esprit le fait que les frappes à partir de l'espace pourraient menacer les installations sensibles des États, dont le bon fonctionnement contribue directement à assurer la sécurité nationale. Par ailleurs, il est impossible d'ignorer les effets dangereux que les armes spatiales auraient sur la biosphère terrestre et qui pourraient être fatals pour l'humanité tout entière. De plus, même les essais d'armes spatiales sur orbite basse produiraient un nombre important de fragments qui ne feraient qu'aggraver le problème déjà préoccupant des «débris spatiaux».

Donc, l'apparition d'armes dans l'espace serait lourde de complications et de dangers graves et multiples. Si on considère les arsenaux de missiles nucléaires de la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique, les systèmes de défense stratégique, notamment ceux qui sont basés dans l'espace, ne joueront, à court terme, aucun rôle décisif dans le maintien de la stabilité. Toutefois, compte tenu des réductions importantes qu'il est prévu d'opérer dans

(M. Skotnikov, Fédération de Russie)

les armements nucléaires et les missiles, ces systèmes pourraient, à terme, provoquer une déstabilisation du monde. L'apparition de moyens de faire la guerre dans et à partir de l'espace risquerait de bouleverser la situation actuelle. La mise au point d'armes spatiales est certainement un choix que nous ne ferons pas. Nous souhaitons souligner que la Fédération de Russie n'a pas l'intention, ni dans l'immédiat ni à court terme, de créer des systèmes d'armes spatiales et d'en déployer dans l'espace. Qui plus est, la Russie observe scrupuleusement son moratoire sur les essais de systèmes antisatellite.

Les scénarios dramatiques tels que ceux qui viennent d'être évoqués doivent absolument être évités. L'espace doit demeurer un lieu de coopération et de compréhension mutuelle, et non pas devenir un nouveau théâtre d'affrontements. Certains affirment parfois – encore que rarement, il faut le reconnaître – que, en l'état actuel, le droit international de l'espace suffit à prévenir une course aux armements dans l'espace et qu'il est inutile de le développer. Nous avons du mal à accepter une telle affirmation. Le droit de l'espace présente des lacunes évidentes. Parmi les activités spatiales qui ne sont pas réglementées et qui ne sont donc pas directement interdites figurent notamment la mise au point, l'essai et le déploiement d'armes antisatellite et de systèmes spatiaux de défense antimissile et de leurs éléments constitutifs, ou la création et le déploiement dans l'espace de dispositifs optoélectroniques et radioélectroniques de brouillage des installations spatiales, aériennes ou terrestres.

Comblent certaines de ces lacunes, tel est l'objectif de la proposition bien connue (CD/1679) qu'ont présentée la Russie et la Chine, conjointement avec un certain nombre d'autres pays, concernant la rédaction d'un traité sur la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Il est proposé de faire en sorte que ce traité repose sur les trois obligations fondamentales suivantes. Premièrement, ne mettre sur orbite autour de la Terre aucun objet emportant des armes de quelque nature que ce soit, ne pas installer d'armes sur des corps célestes et ne pas placer d'armes dans l'espace de quelque autre manière. Cette disposition est une adaptation du Traité sur l'espace de 1967, mais elle s'appliquerait non seulement aux armes de destruction massive, comme le prévoit ce Traité, mais aussi à tous les autres types d'armes. Durant le débat qui a suivi la présentation de notre document conjoint, il nous a été fort judicieusement conseillé de modifier cette obligation en reprenant la formulation de l'Accord sur les corps célestes, qui interdit de mettre sur orbite autour de la Lune, ou sur une autre trajectoire en direction ou autour de la Lune ou d'autres corps célestes, un objet porteur d'armes de quelque nature que ce soit. Nous entendons suivre ce conseil.

L'expression «de quelque autre manière» signifie ici que les armes ne peuvent pas être implantées dans l'espace par le lancement séparé d'éléments qui, en eux-mêmes, ne constituent pas des armes, mais qui, une fois assemblés, pourraient former une arme. Une arme serait considérée comme implantée dans l'espace dès lors qu'elle effectue au moins une rotation en orbite autour de la Terre ou emprunte une partie de cette trajectoire avant une nouvelle accélération destinée à lui faire quitter son orbite, ou si elle est placée en position stable n'importe où au-delà de l'orbite terrestre. L'interdiction proposée concernant l'implantation d'armes dans l'espace ne s'applique donc ni aux missiles balistiques, ni aux plates-formes de lancement d'ogives, ni aux ogives elles-mêmes lorsqu'elles voyagent dans l'espace. Bien que la première interdiction proposée concerne tous les types d'armes, il nous paraît utile de suggérer

(M. Skotnikov, Fédération de Russie)

certaines exceptions qu'appelle le bon sens, comme le fait d'autoriser les armes nécessaires à la sécurité personnelle des spationautes à leur arrivée sur Terre ou sur tout autre corps céleste.

La deuxième obligation consiste à ne pas recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies sont liés par l'obligation, contenue dans la Charte des Nations Unies, de ne pas recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans leurs relations internationales, et cette obligation s'applique pleinement aux activités spatiales des États. L'objectif de notre proposition est de développer le principe juridique international du non-recours à la force en ce qui concerne les activités spatiales. Nous avons, en particulier, l'intention d'ajouter une précision visant à faire en sorte que l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force soit assorti de l'obligation de ne pas attaquer des objets spatiaux, de ne pas les détruire ni ne perturber d'aucune manière leur fonctionnement normal. En principe, cette obligation couvre un éventail très large d'actions susceptibles d'être dirigées contre des objets spatiaux – destruction, altération, perturbation du fonctionnement normal, perturbation des canaux de communication avec les centres de contrôle au sol, modification délibérée des paramètres orbitaux, etc. Quoiqu'il en soit, il s'agit d'interdire toute action de cette nature contre des objets spatiaux, et non d'interdire les moyens susceptibles de permettre de telles actions. En d'autres termes, l'interdiction porte sur les actes et non sur le matériel, même s'il est évident que l'un a nécessairement un effet sur l'autre.

La troisième obligation proposée consiste à ne pas aider ou inciter d'autres États, des groupes d'États ou des organisations internationales à participer à des activités interdites par le traité. Il s'agit là d'une règle de non-prolifération assez évidente. Dans la pratique, ces trois obligations reviennent à interdire les armes basées dans l'espace et l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Nous sommes convaincus que nos propositions sont réalistes et applicables et qu'elles sont dans l'intérêt de chacun, particulièrement aujourd'hui, alors qu'il n'y a pas encore d'armes offensives dans l'espace et qu'aucune décision n'a encore été prise quant à l'implantation de telles armes dans ce milieu. Il vaut toujours mieux prévenir que guérir.

Naturellement, nous ne cherchons pas à empêcher que les systèmes spatiaux, qui sont conçus pour fournir des informations, n'opèrent dans l'espace. Pour exprimer cette idée, nous affirmons clairement dans notre document conjoint que le traité ne doit pas être interprété comme empêchant la recherche dans l'espace et l'utilisation de ce milieu à des fins pacifiques ou à des fins militaires qui ne sont pas interdites par le traité. Nous avons déjà souligné que rien dans le document russo-chinois n'est gravé dans la pierre. Loin d'être immuable, ce document constitue plutôt une invitation au dialogue et à un effort concerté. Nous sommes reconnaissants à tous les États qui ont alimenté le débat autour de ce document. Nous sommes satisfaits de la façon dont les discussions se sont déroulées.

Dans le but de poursuivre l'examen de ce point, la Russie et la Chine ont établi conjointement et s'apprêtent à distribuer aujourd'hui à la Conférence du désarmement un rapport sur les questions relatives à la vérification du respect des dispositions du futur instrument, ainsi qu'un état des lieux du droit international de l'espace concernant l'implantation d'armes dans l'espace. Ces documents seront présentés par nos collègues chinois. Nous prévoyons également de préparer un nouveau rapport consacré aux termes et définitions pour le traité proposé. Nous espérons que ces rapports permettront un examen plus approfondi et plus détaillé du document

(M. Skotnikov, Fédération de Russie)

de travail russo-chinois. Ils devraient également contribuer aux futurs travaux d'un comité spécial de la Conférence sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace qui, nous l'espérons, sera reconstitué dans le cadre du programme de travail de la Conférence. Dans ce contexte, je souhaite réaffirmer notre volonté d'appuyer un consensus sur un programme de travail basé sur la proposition des cinq Ambassadeurs. Permettez-moi de vous rappeler que la Russie propose, comme première mesure concrète, de proclamer un moratoire sur l'implantation d'équipements militaires dans l'espace, en attendant que la communauté internationale conclue un accord sur ce sujet. La Fédération de Russie est prête à assumer immédiatement une telle obligation, dans la mesure où les autres grandes puissances spatiales sont prêtes à la suivre dans cette voie.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur Skotnikov de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de la Chine, M. Hu.

M. HU (Chine) (traduit du chinois): Monsieur le Président, ma délégation tient à vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Nous sommes convaincus que votre grande expérience de la diplomatie et votre sagesse insuffleront un grand dynamisme aux travaux de la Conférence. Ma délégation est prête à coopérer pleinement avec vous. Nous tenons également à remercier vos prédécesseurs, l'Ambassadeur de Mongolie M. Bekhbat et l'Ambassadeur du Maroc, pour les efforts qu'ils ont déployés dans le but de relancer la Conférence.

Aujourd'hui, je souhaite essentiellement vous parler de la question de l'espace. L'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique constitue l'objectif commun de l'humanité, et la délégation chinoise à la Conférence du désarmement a maintes fois, évoqué l'urgente nécessité de prévenir l'implantation d'armes dans l'espace et une course aux armements dans ce milieu, compte tenu de la situation actuelle. Selon nous, la première des priorités doit être de consolider le consensus international concernant la prévention de l'implantation d'armes dans l'espace et d'une course aux armements dans ce milieu par l'adoption d'un engagement ou d'un instrument juridique. À cet effet, sept délégations, dont les délégations chinoise et russe, ont, en juin 2002, présenté un document intitulé «Éléments possibles d'un futur accord juridique international relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux» (CD/1679).

Au cours de ces deux dernières années, diverses délégations ont fait nombre de suggestions pertinentes dans le but de développer et d'améliorer le document CD/1679. Ces suggestions ont été rassemblées par les délégations chinoise et russe dans un document officiel qui sera distribué à la Conférence du désarmement. Certaines délégations se sont interrogées sur l'absence de dispositions concernant les définitions et la vérification. Quelques-unes ne voient pas la nécessité de négocier un nouvel instrument juridique international sur l'espace.

Cela dit, pour faire avancer les travaux de la Conférence sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, les délégations chinoise et russe ont, après un examen approfondi, préparé conjointement deux documents, portant l'un sur la vérification et l'autre sur les instruments juridiques internationaux existants dans le domaine considéré que

(M. Hu, Chine)

nous nous apprêtons à distribuer en tant que documents officiels à la Conférence. Nos deux délégations prévoient également de préparer un autre document officiel concernant les définitions dans le contexte d'un instrument juridique sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Ces documents dévoilent les réflexions des délégations chinoise et russe concernant les thèmes susmentionnés. Nous espérons qu'ils contribueront à clarifier notre position et à promouvoir une entente commune.

Je vais à présent présenter brièvement les deux documents qui vont vous être distribués aujourd'hui.

Le document sur la vérification commence par une énumération des mesures de vérification concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace qui ont été proposées jusqu'à présent par diverses parties. Suit une analyse de la faisabilité de la vérification dans le contexte d'un futur instrument juridique sur l'espace. Une telle vérification, est-il reconnu dans le document, sera extrêmement difficile à mettre en place et posera de gros problèmes techniques et financiers. Se référant au cas du Traité sur l'espace de 1967, les auteurs montrent que l'absence d'un mécanisme de vérification n'a pas amoindri le rôle important du Traité. Ils concluent en conséquence que, pour le moment, un futur instrument juridique sur l'espace pourrait ne pas comporter de mécanisme de vérification et que, au fur et à mesure des progrès scientifiques et techniques, les parties pourraient étudier la possibilité d'y ajouter un mécanisme de vérification, au moment opportun. Il est souligné dans le document que, compte tenu de l'urgente nécessité d'un instrument juridique, une telle approche permettrait de faire en sorte que la question de la vérification ne devienne pas un obstacle à l'ouverture rapide de négociations sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Le document officiel qui porte sur les instruments juridiques internationaux existants dans le domaine à l'examen renferme une analyse détaillée des principales dispositions du Traité d'interdiction partielle des essais d'armes nucléaires, du Traité sur l'espace, de l'Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes, de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles et des accords bilatéraux associés. Les auteurs concluent que, même si ces instruments juridiques internationaux interdisent effectivement ou limitent dans une certaine mesure le déploiement d'armes, l'emploi de la force et les activités militaires dans certains secteurs de l'espace, ils n'empêchent pas l'essai, le déploiement ou l'emploi d'armes autres que les armes de destruction massive dans l'espace. De plus, aucun de ces instruments ne couvre la menace ou l'emploi de la force à partir de la Terre, que ce soit la terre ferme, la mer ou l'atmosphère, contre des objets spatiaux.

Sur la base de ces constatations, les auteurs soulignent que, au vu des progrès de la recherche et de la technologie militaire, particulièrement dans le domaine spatial, et des progrès constants des notions, doctrines et principes relatifs à une guerre dans l'espace, la communauté internationale doit négocier un nouvel instrument juridique international qui empêche l'implantation d'armes dans l'espace et une course aux armements dans ce milieu, afin de renforcer le régime juridique international régissant aujourd'hui l'espace en comblant les lacunes.

(M. Hu, Chine)

Je tiens à souligner que ces deux documents officiels ne font que refléter les idées préliminaires formulées par la Chine et la Fédération de Russie: ils seront adaptés au fur et à mesure de l'évolution de la situation. Nous pensons qu'ils peuvent jouer un rôle utile en aidant l'ensemble des parties à mieux cerner la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, à dégager un consensus et à faire progresser les travaux de la Conférence du désarmement dans ce domaine.

Je voudrais également faire quelques observations concernant le programme de travail de la Conférence. Pour faciliter la reprise rapide de travaux de fond, la délégation chinoise s'est déclarée prête à s'associer au consensus sur la proposition des cinq Ambassadeurs, le 7 août 2003. Je veux parler du document CD/1693/Rev.1. Pour dire les choses franchement, la partie chinoise n'est pas satisfaite par la proposition considérée, car le mandat concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace qui y figure lui paraît beaucoup trop limité. Il n'en reste pas moins que cette proposition établit un équilibre fragile et acceptable entre les différents points. La délégation chinoise a fait preuve d'une grande souplesse en acceptant le mandat proposé pour le comité spécial sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Ma délégation espère que les autres délégations feront preuve de la même volonté politique et de la même souplesse en acceptant la proposition, de façon à permettre à la Conférence de sortir de l'impasse et de commencer des travaux de fond.

Nous accordons de l'importance à la position exprimée le 29 juillet dernier par la délégation des États-Unis concernant un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles et espérons que les États-Unis pourront préciser leur position sur les questions du mandat qui serait donné à un comité spécial sur la question de la vérification d'un tel traité et du contenu du traité entre autres, afin d'en faciliter l'examen dans nos différentes capitales.

Pour ce qui est de la proposition des États-Unis visant à interdire les transferts de mines persistantes, si toutes les parties s'entendent sur le fait que la Conférence du désarmement doit examiner la question de ces transferts, voire ouvrir des négociations à ce sujet, la délégation chinoise ne s'opposera pas à cette proposition.

La Chine n'a pas d'idées préconçues en ce qui concerne les questions nouvelles à examiner dans le contexte de la Conférence. Cependant, nous pensons que leur examen ne doit pas faire obstacle aux efforts de la Conférence pour adopter un programme de travail complet. Dans l'idéal, le choix des questions nouvelles à examiner devrait concorder avec la nature de la Conférence: nos travaux doivent être orientés vers la négociation d'instruments juridiques internationaux.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur de Chine de sa déclaration, de sa présentation de documents officiels et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Canada, M. Meyer.

M. MEYER (Canada) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de m'associer aux autres orateurs qui vous ont félicité de votre accession aux hautes fonctions de Président de la Conférence et de vous assurer que nous nous réjouissons à la perspective de travailler sous votre direction en vue de parvenir à des résultats tangibles.

(M. Meyer, Canada)

J'aimerais aujourd'hui parler d'un élément important du programme de travail envisagé pour la Conférence du désarmement: la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Les délégations gardent probablement à l'esprit l'échange de vues fructueux que nous avons eu durant la séance plénière informelle du 27 mai dernier. Comme l'a confirmé le Premier Ministre canadien Paul Martin, le Canada est totalement opposé à l'implantation d'armes dans l'espace et s'efforce de protéger ce patrimoine universel qu'est ce milieu. Nous tenons à ce que la Conférence du désarmement joue un rôle majeur dans ce domaine par la reconstitution d'un comité spécial chargé d'examiner la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects. La reconstitution d'un tel comité serait également une réponse à l'appel lancé dans ce sens par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 58/36 et dans les nombreuses résolutions qui l'ont précédée.

Nous avons été heureux des réactions positives qui ont fait suite à l'atelier sur la préservation de l'espace pour tous, que le Gouvernement canadien a organisé les 25 et 26 mars dernier à Genève, en collaboration avec plusieurs autres partenaires, dont l'UNIDIR. Je crois savoir que le rapport de cet atelier est maintenant disponible sur le site Web de l'UNIDIR. Au cours de cet atelier, la nécessité de garantir l'utilisation de l'espace dans des conditions de sécurité pour les multiples activités pacifiques dont le monde dépend de plus en plus largement a été reconnue. Diverses idées concrètes et intéressantes ont été examinées, notamment la possibilité d'établir un code de conduite type destiné à prévenir les activités dangereuses dans l'espace et l'élaboration de déclarations universelles par lesquelles les États s'engageraient à ne pas déployer les premiers des armes dans l'espace. Si de telles mesures étaient adoptées, elles pourraient aider les États à acquérir la certitude qu'aucun autre État n'implantera d'armes dans l'espace, et pourraient ainsi nous rapprocher de notre objectif d'une interdiction de l'implantation d'armes dans l'espace.

En ce qui concerne un éventuel traité interdisant l'implantation d'armes dans l'espace, nous apprécions la contribution importante que la Chine et la Fédération de Russie ont apportée à la réflexion de la Conférence en la matière, en particulier l'esprit d'initiative dont elles ont fait preuve en produisant leur document conjoint sur les éléments possibles d'un accord sur la question (CD/1679). Désireuse de contribuer à ce travail, ma délégation souhaite examiner certains des principaux points concernant une interdiction de l'implantation d'armes dans l'espace. Il s'agit notamment de points relatifs à des définitions d'expressions telles que les «objets spatiaux» et les «armes spatiales», ainsi que de la nécessité d'adopter des dispositions sur la vérification d'une telle interdiction.

La délimitation de la portée d'un accord de limitation des armements constitue une nécessité incontournable dans toutes négociations et est elle-même liée à la façon dont les principaux éléments d'un tel accord sont définis. À titre d'exemple, considérons ce que recouvre l'expression «objet spatial». Celle-ci est définie dans la Convention sur la responsabilité, de 1972, et dans la Convention sur l'immatriculation, de 1974. Toutefois, compte tenu du caractère vague de ces définitions, il convient de se demander si nous ne devrions pas les étoffer ou trouver une autre solution. Plusieurs démarches sont possibles. Par exemple, on peut considérer tout objet physiquement implanté dans l'espace comme un objet spatial. On peut également assortir cette définition d'une condition selon laquelle l'objet doit avoir effectué une orbite complète autour de la Terre pour être considéré comme un objet spatial.

(M. Meyer, Canada)

Un traité visant à limiter ou interdire les armes spatiales nécessitera également une définition de l'expression «arme spatiale», sans quoi il sera impossible de savoir avec précision ce que le traité régit. Là encore, les possibilités sont multiples. Par exemple, certaines définitions mettent principalement l'accent sur la gravité des dommages (destruction ou non, dommages irréversibles ou non). D'autres portent sur le mode d'action – c'est-à-dire sur l'énergie cinétique ou l'énergie dirigée – utilisé pour obtenir l'effet désiré. On peut également prendre en considération l'idée qu'un objet spatial utilisé pour endommager ou menacer un autre objet spatial pourrait en fait constituer une arme (distinction entre un objet à vocation véritablement offensive et un objet utilisé dans une intention malveillante). Ainsi, la définition d'une arme pourrait par exemple comporter trois éléments: une description de l'objet, les effets recherchés et la méthode par laquelle les effets sont censés être obtenus.

La portée de tout futur traité devra donc être précisée au moyen de définitions spécifiques. L'expression «arme spatiale» doit-elle être définie par rapport à l'emplacement de l'objectif (dans l'espace, sur la terre ou les deux), ou en fonction de l'emplacement de l'arme elle-même (uniquement les armes implantées dans l'espace ou les armes implantées sur la terre mais visant des objets spatiaux, ou encore les deux)? Ce travail nous aidera à déterminer clairement si les futures interdictions devront englober les armes terre-espace, espace-espace ou espace-terre.

L'élaboration d'une définition des armes spatiales applicable dans le contexte de la négociation d'un accord de limitation des armements consacré à cette question exigera que la Conférence du désarmement prenne en compte tous ces aspects. Ce travail d'élaboration d'une entente commune sur les principaux termes constituera une des tâches essentielles auxquelles devra s'atteler tout futur comité spécial.

Pour en venir à un autre aspect essentiel de la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, le Canada pense également que toute interdiction portant sur les armes spatiales devra nécessairement comporter des dispositions relatives à la vérification, volet indispensable de tout futur traité en la matière. Lorsque les gouvernements placent leur confiance dans un instrument international, ils doivent avoir l'assurance que les parties respectent les engagements qu'elles ont pris en signant l'accord. En décidant de restreindre leurs propres activités, les États tiendront à ce que le traité soit effectivement vérifiable pour toutes les parties concernées et que les parties qui ne respectent pas leurs engagements soient démasquées. Certains diront peut-être que la question de la vérification est trop controversée pour être prise en compte, alors que d'autres objecteront que la vérification est essentielle pour rendre les dispositions du traité effectives. Le Canada est d'avis que, en raison de l'importance stratégique de l'espace, des mesures de vérification appropriées doivent être prévues. En effet, l'avantage militaire que pourrait procurer le fait de contourner une éventuelle interdiction des armes spatiales présente un risque trop important pour que les États puissent renoncer aux mesures nécessaires à la vérification du respect de ladite interdiction.

Nous sommes également d'avis qu'en décidant de négocier une interdiction des armes spatiales ne comportant pas de régime de vérification, dans l'espoir d'ajouter de telles dispositions ultérieurement, nous ne ferions que compliquer la négociation de ces dispositions à long terme, comme en témoigne la triste expérience du protocole de vérification qui avait été proposé pour la Convention sur les armes biologiques.

(M. Meyer, Canada)

Les difficultés techniques associées à la vérification d'une interdiction des armes spatiales sont, certes, importantes et multiples, mais elles ne nous paraissent pas insurmontables. Les travaux de recherche menés, il y a quelques années au Canada sur la question, ont débouché sur des démarches nombreuses et intéressantes, et les moyens et possibilités techniques se sont considérablement améliorés dans l'intervalle.

Les définitions et la vérification sont les deux principales questions que nous devons régler dans le contexte de la négociation d'une future interdiction des armes spatiales. J'espère que ce bref tour d'horizon de certains des aspects diplomatiques, juridiques et techniques de ces négociations vous mettra en appétit pour le plat principal: la reprise des travaux dans le cadre d'un comité spécial sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. J'ai hâte de m'asseoir avec vous à la table des négociations.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur du Canada de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la France, M. Despax.

M. DESPAX (France): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que ma délégation s'exprime en séance plénière officielle sous votre direction, permettez-moi de vous adresser mes félicitations et celles de ma délégation pour votre accession à la présidence et de vous assurer de la pleine coopération de ma délégation dans l'accomplissement de votre mandat.

Je prends la parole aujourd'hui pour réagir, à cette étape de nos travaux, aux interventions que nous venons d'entendre sur la question de la prévention de la course aux armements dans l'espace. Qu'il me soit permis, à cet égard, de faire quelques observations.

Comme chacun le sait, mon pays a participé activement aux travaux menés sur ce thème depuis le début des années 80 dans cette enceinte. La France s'est montrée, dès l'ouverture de ce débat, en faveur d'une utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. Pour notre pays, cela demeure un enjeu essentiel pour la sécurité internationale. En juin 2001, le Président de la République française a déclaré ceci: «La non-militarisation de l'espace est un élément essentiel. Elle a été préservée jusqu'ici en dépit de toutes les tentations de la guerre froide. Elle doit être maintenue. Il ne serait dans l'intérêt de personne d'ouvrir cette nouvelle boîte de pandore. Nul ne pourrait maintenir un monopole dans ce domaine. Il en résulterait une nouvelle course aux armements dont l'issue serait désastreuse pour tout le monde.». Cette position exprimée au plus haut niveau guide toujours l'approche de ma délégation. Il en découle pour nous trois principes essentiels: le libre accès pour tous à l'espace pour des applications pacifiques; la préservation de la sécurité et de l'intégrité des satellites en orbite; et la prise en compte des intérêts légitimes de défense des États.

À l'occasion de notre intervention dans cette enceinte le 4 septembre 2003, nous avons précisé que nous soutenions toujours la constitution d'un comité spécial sur la prévention de la militarisation de l'espace, qui était au départ une idée française. C'est toujours le cas. La France soutient la création d'un comité spécial sur cette question à la Conférence du désarmement. Hélas, la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace est, depuis plus de deux ans maintenant, liée dans notre enceinte à d'autres sujets pourtant d'une nature différente.

(M. Despax, France)

Nous estimons que cette situation est à bien des égards artificielle. Certes, la Chine et la Russie ont fait des efforts importants en vue d'assouplir leur position sur un possible mandat dont pourrait être investi un comité spécial sur cette question. Nous avons pris bonne note de leur proposition. Mais nous demeurons convaincus que la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, comme d'autres d'ailleurs, doit être examinée indépendamment des autres sujets qui nous mobilisent, sans que des liens artificiels entre ces sujets ne soient établis. Nous prenons note, à cet égard, de la diffusion à titre officieux, aujourd'hui, de deux documents spécifiques sur cette question, qui seront étudiés avec le plus grand soin dans ma capitale.

Dans le même esprit, mon pays ne verrait qu'avantage à ce que les délégations intéressées déposent officiellement un projet de mandat séparé concernant spécifiquement la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Une telle démarche serait susceptible à nos yeux de faire avancer nos débats, en toute objectivité, sur cet important sujet. Elle permettrait en outre une discussion plus approfondie.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de la France de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à la représentante de la Suède, M^{me} Thunborg.

M^{me} THUNBORG (Suède) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser les félicitations les plus chaleureuses de mon pays à l'occasion de votre accession à la présidence et de vous assurer de notre appui et de notre coopération indéfectibles dans les efforts que vous avez entrepris pour permettre à la Conférence de commencer des travaux de fond.

Comme la Suède l'a affirmé en séance plénière officieuse en mai dernier, l'espace extra-atmosphérique doit être réservé à des utilisations pacifiques. Le risque inhérent à une militarisation de l'espace et, partant, à une course aux armements dans l'espace préoccupe mon pays au plus haut point. L'exploration et l'utilisation de l'espace, y compris la Lune et les autres corps célestes, sont l'apanage de l'humanité tout entière et doivent être préservées dans cet esprit. Tout en reconnaissant le rôle constructif que les technologies de l'espace peuvent jouer dans la satisfaction des besoins du monde, il faut admettre qu'elles sont aussi un instrument puissant susceptible d'être utilisé non seulement pour la paix, mais aussi pour la guerre.

Le régime juridique qui régit l'espace comporte des règles fondamentales concernant la responsabilité internationale et la responsabilité des États pour leurs activités spatiales, qu'elles soient à vocation civile ou militaire, ou qu'elles visent à assurer la sécurité nationale. Nous sommes prêts à étudier toutes suggestions sur les différents moyens de renforcer ce régime.

La Suède est favorable à la création, au sein de la Conférence du désarmement, d'un comité spécial chargé d'examiner la question de l'espace. Nous proposons que la Conférence commence par consacrer un certain temps à des réunions techniques informelles associant un éventail plus large d'acteurs dans le domaine de l'espace, tels que les organisations internationales, les agences spatiales, des spécialistes du droit de l'espace et des représentants du secteur privé. Le secteur de l'espace, que ce soit dans le domaine civil ou dans le domaine militaire, regroupe différents acteurs dont il serait intéressant de connaître les points de vue.

(M^{me} Thunborg, Suède)

Les activités spatiales concernent souvent à la fois le civil et le militaire, et les enjeux portent indistinctement sur les deux domaines. Il serait donc utile d'inscrire les futurs travaux dans une perspective globale, ce qui permettrait aussi de distinguer ce qu'il vaudrait mieux faire dans le cadre de la Conférence de ce qui devrait être fait ou ce qui est en train de se faire ailleurs. Nous devrions aussi prendre en compte l'important travail actuellement en cours à l'ONU et ailleurs.

La Conférence du désarmement devrait intervenir là où il y a nécessité de combler les lacunes des régimes existants en ce qui concerne la sécurité, la militarisation et le déploiement d'armes, y compris par un renforcement des instruments en vigueur et par la négociation de nouveaux instruments.

Nous espérons sincèrement que ce travail pourra commencer sans plus tarder.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie la représentante de la Suède de sa déclaration et des paroles aimables qu'elle a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadrice de Sri Lanka, M^{me} Fernando.

M^{me} FERNANDO (Sri Lanka) (traduit de l'anglais): Nous sommes heureux de constater que la majorité des délégations se sont déclarées favorables au rétablissement, au sein de la Conférence, d'un comité spécial sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, pendant les consultations officielles ouvertes à tous que nous avons eues cette année, ainsi que lors de nos séances plénières informelles. Depuis plusieurs années, ma délégation et la délégation égyptienne soumettent à la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace appelant à la reprise, à la date la plus rapprochée possible, des négociations sur cette question. L'année dernière, un nombre jusque-là jamais atteint de pays se sont portés coauteurs de ce texte, qui a été adopté par 160 voix contre une, avec trois abstentions. Il s'agit là, bien sûr, d'une évolution importante.

Aujourd'hui, l'idée selon laquelle l'espace, apanage de l'humanité tout entière doit être préservé comme un «sanctuaire» est de plus en plus largement reconnue. Le Traité sur l'espace, entré en vigueur il y a près de 37 ans, mentionne l'utilisation pacifique de l'espace. Il a institué une règle importante selon laquelle l'espace ne doit pas servir à l'implantation d'armes, ce qui a contribué à susciter un soutien croissant à l'idée de prévenir une course aux armements dans l'espace.

Depuis les années 60, nous avons été témoins d'une avancée spectaculaire des technologies de l'espace auxquelles les pays tant développés qu'en développement ont toujours plus largement accès. À la faveur de la mondialisation, les utilisations de l'espace dans des domaines tels que l'audiovisuel, la météorologie, la navigation, l'éducation et la santé, la gestion de l'environnement et des cultures, sont devenues indispensables au fonctionnement d'une société moderne. Dans le même temps, il devient de plus en plus évident que la frontière entre applications commerciales et scientifiques, d'une part, et applications militaires, d'autre part, tend à s'effacer de plus en plus, si bien qu'il devient urgent de faire en sorte que l'espace, dernière frontière de l'humanité, soit exclusivement réservé à des usages non belliqueux.

(M^{me} Fernando, Sri Lanka)

Ma délégation a toujours estimé qu'il serait plus facile de prévenir une course aux armements dans l'espace que de la maîtriser et de la freiner une fois qu'elle aurait commencé. Pouvons-nous nous permettre de nous lancer dans une rivalité coûteuse alors que tant de défis – la pauvreté, la faim, la maladie et le dénuement – restent encore à relever?

La Conférence du désarmement a abondamment étudié les questions se rapportant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace dans le cadre de son Comité spécial, de 1985 à 1994. Le Comité a réalisé un travail utile et consacré l'essentiel de son temps aux questions touchant aux mesures de confiance, telles que la transparence des activités spatiales, un «code de conduite» et un «code de la route» pour l'espace.

En 2002, les délégations chinoise et russe ont présenté à la Conférence du désarmement un document de travail intitulé «Éléments possibles d'un futur accord juridique international relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux», document qui a par la suite été modifié lors de discussions informelles. Aujourd'hui, deux documents officiels ont été proposés pour améliorer le document CD/1679. Ces documents contribuent positivement aux efforts que nous avons entrepris en vue d'élaborer un mandat pour un comité spécial reconstitué, qui prendrait en compte l'urgente nécessité de traiter la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace dans le cadre de la Conférence du désarmement.

Dès 1985, Sri Lanka a proposé un moratoire sur l'essai et la mise au point d'armes spatiales en attendant l'ouverture de négociations multilatérales sur un traité interdisant de l'implantation d'armes dans l'espace. Nous apprécions donc les récents appels adressés aux grandes puissances spatiales pour qu'elles déclarent séparément leur volonté de ne pas déployer les premières des armes dans l'espace, déclarations qui assureraient aux objets déjà implantés dans l'espace une protection non négligeable en attendant qu'un traité soit négocié.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadrice de Sri Lanka de sa déclaration. La liste des orateurs de ce matin est épuisée. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Royaume-Uni, M. Broucher.

M. BROUCHER (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (traduit de l'anglais): Je n'avais pas prévu de prendre la parole ce matin, mais nous venons d'entendre un certain nombre d'interventions intéressantes à propos de l'espace, auxquelles je voudrais répondre brièvement. La délégation du Royaume-Uni réfléchira à ce qui vient d'être dit et souhaitera peut-être revenir sur la question. Pour l'heure, j'ai deux observations à faire.

Comme la délégation française, j'estime qu'il n'est pas souhaitable d'établir des liens entre les différentes questions.

En effet, il est difficile de dissocier ce qui se passe dans l'espace de ce qui se passe sur terre. L'évolution de la situation dans l'espace est dictée par les risques de prolifération des missiles balistiques intercontinentaux et de la technologie nucléaire militaire. C'est donc par la Terre que nous devons commencer si nous voulons éviter une course aux armements.

(M. Broucher, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

L'Union européenne a récemment exposé les mesures qui sont prises et qui peuvent être prises pour enrayer la prolifération. Un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles constituerait une de ces mesures, en fait celle que la Conférence pourrait et devrait commencer par prendre.

Monsieur le Président, durant la dernière séance plénière informelle, vous avez rappelé un certain nombre de situation – qui constituent des précédents – où la Conférence du désarmement a mené des négociations sur une question tandis que plusieurs groupes spéciaux étaient chargés de débattre d'autres questions. Encore une fois, le Royaume-Uni estime que nous devons entamer la négociation d'un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles et que nous devons aborder chaque point séparément, selon ses particularités, et non dans le cadre d'une négociation globale. Nous pourrions peut-être ainsi progresser.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur du Royaume-Uni des observations qu'il vient de faire. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade? Cela ne semble pas être le cas.

Avant de lever la séance, j'aimerais vous présenter le calendrier de nos réunions de la semaine prochaine. Le mardi 31 août 2004, nous aurons une séance plénière informelle consacrée à l'évaluation et au bilan des séances plénières informelles. La prochaine séance plénière aura lieu le jeudi 2 septembre 2004, à 10 heures. Si nécessaire, elle sera suivie par l'examen en seconde lecture du projet de rapport de la Conférence. La séance plénière officielle de ce matin est terminée.

Comme annoncé jeudi dernier, la présente séance sera suivie, dans cinq minutes, d'une séance plénière informelle, au cours de laquelle nous procéderons à l'examen en première lecture du projet de rapport de la Conférence.

La séance est levée à 11 h 20.